

## Au Journal officiel du 25 février au 3 mars 2017

### Au Journal officiel du 25 février au 3 mars 2017

06/03/2017

### Au Journal officiel du 25 février au 3 mars 2017

*La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.*

#### Au JO du 25 février 2017 :

- Loi n° 2017-227 du 24 février 2017 *ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016* relative à l'autoconsommation d'électricité *et n° 2016-1059 du 3 août 2016* relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables – *Modification du Code de l'énergie, du Code général des collectivités territoriales et du Code de l'environnement ;*
- Loi n° 2017-228 du 24 février 2017 *ratifiant l'ordonnance n° 2016-462 du 14 avril 2016* portant création de l'Agence nationale de santé publique *et modifiant l'article 166 de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016* de modernisation de notre système de santé – *Et modification du Code de la santé publique ;*
- Décret n° 2017-230 du 23 février 2017 relatif aux conditions d'identification et de cession des animaux d'espèces non domestiques détenus en captivité – *Modification du Code de l'environnement – Voir également la délibération de la CNIL n° 2016-375 du 8 décembre 2016 ;*
- Décret n° 2017-231 du 23 février 2017 pris pour application de l'article L. 542-1-2 du Code de l'environnement et établissant les prescriptions du plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs - *Modification du Code de l'environnement et abrogation du décret n° 2013-1304 du 27 décembre 2013 ;*
- Décret n° 2017-232 du 23 février 2017 relatif à l'exercice de l'activité d'expertise comptable par les ressortissants des États membres de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen – *Modification du décret n° 2012-432 du 30 mars 2012 ;*
- Arrêté du 16 février 2017 portant création d'une maison de justice et du droit aux Abymes et *modifiant le tableau III annexé au Code de l'organisation judiciaire.*

#### Au JO du 26 février 2017 :

- Décret n° 2017-236 du 24 février 2017 portant création de l'Observatoire national des

---

transports publics particuliers de personnes, du Comité national des transports publics particuliers de personnes et des commissions locales des transports publics particuliers de personnes – *Entrée en vigueur partielle le 1er juin 2017 – Modification du Code des transports et abrogation du décret n° 86-427 du 13 mars 1986 ;*

- Décret n° 2017-238 du 24 février 2017 modifiant la période de réalisation des mesures prévues par le décret n° 2016-812 du 17 juin 2016 portant application de l'article 65 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte – *Modification du décret n° 2016-812 du 17 juin 2016 ;*
- Décret n° 2017-240 du 24 février 2017 relatif au contrôle des conditions permettant de bénéficier de la protection universelle maladie – *Modification du Code de la sécurité sociale et du Code de l'action sociale et des familles ;*
- Décret n° 2017-241 du 24 février 2017 modifiant le seuil d'assujettissement à la contribution exceptionnelle de solidarité – *Modification du Code du travail et du Code du travail applicable à Mayotte.*

#### **Au JO du 28 février 2017 :**

- Loi n° 2017-242 du 27 février 2017 portant réforme de la prescription en matière pénale – *Modification du Code de procédure pénale, du Code pénal, du Code de justice militaire et du Code des douanes ;*
- Décret n° 2017-245 du 27 février 2017 relatif aux obligations d'assurance de responsabilité civile professionnelle des intermédiaires en financement participatif qui ne proposent que des opérations de dons – *Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2017 – Modification du Code monétaire et financier ;*
- Décret n° 2017-246 du 27 février 2017 relatif à la procédure et aux commissions d'autorisations d'exercice pour la profession de médecin, prévues aux articles L. 4131-4 et L. 4131-4-1 du Code de la santé publique – *Modification du Code de la santé publique et abrogation du décret n° 98-310 du 20 avril 1998 ;*
- Décret n° 2017-248 du 27 février 2017 relatif aux modalités de fixation des tarifs des actes prescrits dans le domaine de la médecine légale, de la psychologie légale, de la toxicologie, de la biologie et de la radiologie et relevant des frais de justice – *Ce texte contient des dispositions d'entrée en vigueur particulières (cf art. 9) – Modification du Code de procédure pénale, du Code de la route et du Code de la santé publique ;*
- Décret n° 2017-249 du 27 février 2017 relatif aux seuils d'assujettissement aux obligations de participation au développement de la formation professionnelle continue des employeurs – *Modification du Code du travail ;*
- Décret n° 2017-250 du 27 février 2017 relatif à la procédure d'agrément de sécurité civile - *Ce texte contient des dispositions d'entrée en vigueur particulières (cf art. 11) – Modification du Code de la sécurité intérieure ;*

- Décret n° 2017-253 du 27 février 2017 relatif à l'exception au droit d'auteur, aux droits voisins et au droit des producteurs de bases de données en faveur de personnes atteintes d'un handicap – *Modification du Code de la propriété intellectuelle* ;
- Décret n° 2017-254 du 27 février 2017 portant application des dispositions des articles L. 151-29-1 et L. 152-6 du Code de l'urbanisme – *Modification du Code de l'urbanisme* ;
- Arrêté du 1er février 2017 *modifiant l'arrêté du 9 décembre 2015* portant création d'un traitement de données à caractère personnel dénommé « VTC » relatif aux obligations d'inscription et de déclaration des entreprises mettant à la disposition de leur clientèle une ou plusieurs voitures de transport avec chauffeur ;
- Arrêté du 16 février 2017 *modifiant l'arrêté du 29 janvier 1993* autorisant la mise en place d'un système automatisé permanent d'information sur les retraites ;
- Arrêté du 27 février 2017 pris pour l'application des 2° et 7° de l'article 2 et de l'article 3 du décret n° 2017-248 du 27 février 2017 relatif aux modalités de fixation du tarif des actes prescrits dans le domaine de la médecine légale, de la psychologie légale, de la toxicologie, de la biologie et de la radiologie et relevant des frais de justice – *Modification du Code de procédure pénale*.

**Au JO du 1<sup>er</sup> mars 2017 :**

- Loi n° 2017-256, 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique – *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières - Modification de nombreux codes et textes codifiés* ;
- Loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain – *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières - Modification de nombreux codes et textes codifiés* ;
- Loi n° 2017-258 du 28 février 2017 relative à la sécurité publique – *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières - Modification de nombreux codes et textes codifiés* ;
- Arrêté du 15 février 2017 portant *modification de l'arrêté du 17 octobre 1995* modifié relatif à la tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles ;
- Arrêté du 21 février 2017 *modifiant l'arrêté du 26 juillet 2011* relatif aux documents et visas exigés pour l'entrée des étrangers sur le territoire de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, La Réunion et de la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon ;
- Arrêté du 24 février 2017 *modifiant l'arrêté du 25 juillet 2016* définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

**Au JO du 2 mars 2017 :**

- 
- Loi n° 2017-261 du 1er mars 2017 visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs – *Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018 - Modification du Code du sport, du Code pénal, du Code de la sécurité sociale, du Code de l'éducation, de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 et de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 ;*
  - Loi n° 2017-262 du 1er mars 2017 relative aux modalités de calcul du potentiel fiscal agrégé des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats d'agglomération nouvelle (ex SAN) – *Modification du Code général des collectivités territoriales ;*
  - Décret n° 2017-266 du 28 février 2017 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel pour le dépôt et la gestion des candidatures aux fonctions de conseiller prud'homme – *Modification du Code du travail ;*
  - Décret n° 2017-267 du 28 février 2017 instituant une aide financière en faveur des jeunes apprentis ;
  - Arrêté du 20 février 2017 fixant le modèle du formulaire « Demande de retraite progressive » - *Abrogation de l'arrêté du 22 octobre 2012 ;*
  - Arrêté du 28 février 2017 relatif aux modalités d'application du décret n° 2016-1750 du 15 décembre 2016 organisant la publication des résultats des contrôles officiels en matière de sécurité sanitaire des aliments.

#### **Au JO du 3 mars 2017 :**

- Ordonnance n° 2017-269 du 2 mars 2017 portant dispositions relatives à l'outre-mer du Code de la consommation - *Entrée en vigueur à la date d'entrée en vigueur du décret portant dispositions relatives à l'outre-mer du Code de la consommation et au plus tard le 1er juillet 2017 - Modification du Code de la consommation et de l'ordonnance n° 2016-301 du 14 mars 2016 ;*
- Décret n° 2017-270 du 1er mars 2017 relatif à la délégation des fonctions d'officier de l'état civil exercées par le maire et au lieu de célébration des mariages – *Modification du Code général des collectivités territoriales et du Code pénal ;*
- Décret n° 2017-271 du 2 mars 2017 portant dispositions statutaires concernant le Conseil d'État – *Modification du Code de justice administrative ;*
- Décret n° 2017-273 du 2 mars 2017 relatif aux conditions d'éligibilité au compte personnel de formation des préparations à l'épreuve théorique du code de la route et à l'épreuve pratique du permis de conduire – *Entrée en vigueur le 15 mars 2017 à l'exception des dispositions du 3° du II de l'article D. 6323-8-3 du Code du travail qui entrent en vigueur le 1er janvier 2018 - Modification du Code du travail ;*
- Arrêté du 15 février 2017 modifiant l'arrêté du 11 avril 2005 relatif à la mise en service par la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé d'informations nominatives dénommé « Base nationale des données patrimoniales » ;

- Arrêté du 23 février 2017 portant extension en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna des dispositions de l'arrêté du 24 août 2006 fixant les catégories de prêts servant de base à l'application de l'article L. 313-3 du Code de la consommation et de l'article L. 313-5-1 du Code monétaire et financier , relatifs à l'usure ;
- Arrêté du 28 février 2017 *modifiant l'arrêté du 20 janvier 2012* portant création d'un traitement automatisé dénommé AGRASC destiné à la gestion et au recouvrement des biens saisis et confisqués par l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués – *Voir également la délibération de la CNIL n° 2016-310 du 6 octobre 2016 ;*
- Arrêté du 2 mars 2017 *suspendant les annexes I et II de l'arrêté du 2 août 2013* fixant les conditions d'immunisation des personnes mentionnées à l'article L. 3111-4 du Code de la santé publique.

## La Rédaction Législation

© LexisNexis SA